

Article paru en allemand (« Transformation und Anpassung: Die albanischen Zuwander in Griechenland zwischen Integration und Rassismus ») in U. Brunnbauer (Hrsg.), *Umstrittene Identitäten. Ethnizität und Nationalität in Südosteuropa*. Frankfurt am Main, Peter Lang (2002), p. 201-232.

L'IMMIGRATION ALBANAISE EN GRÈCE
Transformation et adaptation des Albanais entre intégration et racisme

Gilles de Rapper

Le 2 juillet 2000, l'Albanie a commémoré le dixième anniversaire de la « crise des ambassades » qui, en juillet 1990, avait marqué le début de l'exode massif des Albanais fuyant la dictature et la pauvreté. Dix ans plus tard, les Albanais sont estimés à environ 300 000 en Grèce, répartis sur la plus grande partie du territoire, en ville comme à la campagne. La présence albanaise en Grèce est devenue un élément déterminant dans la vie politique et sociale des deux pays, de même qu'elle pèse sur les relations que la Grèce et l'Albanie entretiennent au niveau international. Pour cette raison, les discours sur l'immigration albanaise en Grèce sont souvent dominés par des considérations politiques, et les études de terrain, anthropologiques ou sociologiques, sont encore peu nombreuses. Il est vrai que la situation pose problème à l'enquêteur lui-même qui doit, idéalement, tenir compte des deux parties en présence, alors que la nature de leurs relations l'empêche souvent d'accéder de la même manière aux deux populations sur le même terrain¹.

Le cas de l'immigration albanaise en Grèce est intéressant à plusieurs titres. La Grèce a d'abord été longtemps un pays d'émigration avant de devenir, à partir des années 1980 et surtout dans les années 1990, un pays d'immigration. L'arrivée massive d'Albanais à partir de 1991 a sans doute été un événement imprévu, auquel la Grèce n'était pas préparée, et l'immigration a pris dès le départ un caractère illégal qu'elle garde aujourd'hui encore en grande part. Il faut compter aussi avec la proximité, géographique, culturelle et historique,

¹ Le matériel contenu dans ce texte a été recueilli en Épire en 1994, en Albanie du sud et en Macédoine grecque de 1995 à 1998, en Thessalie en 1999, à Athènes en 1999 et 2000, en Corinthie et en Attique en 2000. Voir aussi Olivier Deslondes, Gilles de Rapper, Michel Roux, 1998. Les Albanais hors d'Albanie. Émigrés et minorités en Grèce, en Macédoine et en Yougoslavie. *Hérodote*, n° 90, 3e trimestre 1998 : 20-45.

entre les deux pays. Les Albanais ne sont pas des inconnus pour les Grecs et réciproquement ; les relations actuelles se nourrissent de représentations et de références à l'histoire des uns et des autres. La frontière entre la Grèce et l'Albanie est de plus chargée de sens qui dépasse les seules relations entre les deux pays : elle est aussi frontière de l'Union européenne et frontière entre l'orthodoxie et l'islam. Franchir une telle frontière n'est pas anodin, et les Albanais qui le font s'exposent à des transformations plus ou moins conscientes et plus ou moins acceptées.

Je m'attache dans ce qui suit à décrire les transformations que subissent les Albanais lorsqu'ils arrivent en Grèce. La personne, la famille, le travail, le discours sur la religion et la nation sont autant de choses qu'un individu doit adapter lorsqu'il arrive en Grèce en tant qu'immigré ; en d'autres termes, le prénom, l'aspect physique, le type d'emploi ou la religion ne sont pas seulement des marqueurs permettant de classer les individus dans la catégorie « albanais » : leur transformation et leur adaptation sont elles-mêmes des marqueurs de la condition albanaise en Grèce. Être Albanais en Grèce n'est pas tant s'appeler Gentian ou Blerim, que de vouloir, ou de se sentir obligé, de s'appeler Jorgos ou Vasilis.

La personne

Dimanche matin, dans un bus athénien desservant le quartier huppé de Kifissia. Une vieille dame monte, un jeune garçon se lève et lui laisse sa place. Quelques sièges en arrière, deux couples discutent à voix haute en albanais, de manière animée. En plus de leur langue, leurs vêtements usés et démodés et leurs visages marqués et prématurément vieillis, tout comme leur comportement trop expansif, indiquent qu'ils ne sont pas du quartier. La vieille dame leur jette un coup d'oeil et se tourne vers sa voisine : « Hmm, fait-elle, des Albanais ! » La voisine sourit et répond dans un grec approximatif : « moi aussi, je suis Albanaise, et lui aussi, il est Albanais, dit-elle en montrant le jeune garçon, c'est mon fils. » La vieille dame examine le jeune garçon de la tête aux pieds : « lui, Albanais ? Non, il est Grec, il ressemble à un Grec ; je les reconnais, les Albanais ! »

Les histoires de ce genre sont de plus en plus fréquentes à Athènes, et elles font le bonheur des mères albanaises qui racontent fièrement que leurs filles ou fils ressemblent à des Grecs, et qu'ils ne souffriront pas du sentiment d'exclusion qu'elles-mêmes ont connu. Ces histoires montrent combien l'aspect physique est important dans les représentations que les Grecs ont des Albanais, et dans celles que les Albanais portent sur eux-mêmes.

Lors des premières vagues de réfugiés au début des années 1990, les images de l'exode vers l'Italie et celles de l'hiver 1991-1992 en Albanie ont répandu en Grèce, et ailleurs en Europe, une vision de l'Albanie et des Albanais qui perdure aujourd'hui même si, entre temps, d'autres représentations sont venues s'y ajouter. L'Albanais se caractérise d'abord par sa pauvreté. Il est mal habillé et mal chaussé, il a faim. Il vient ensuite d'un pays dans lequel l'histoire s'est plus ou moins arrêtée, et il vit en décalage dans la société moderne, s'émerveillant de l'éclairage public, des bouteilles en plastique ou de la télévision

en couleur. Enfin, il quitte un pays sans loi dans lequel, après la dictature, règne l'anarchie. Il est lui-même sans loi, on l'imagine au mieux comme un enfant sauvage, au pire comme un primitif imprévisible et incontrôlable. La conjonction de ces trois facettes fait que les Albanais sont très tôt accusés de voler et de tuer, et de représenter un danger pour les régions qu'ils traversent où dans lesquelles ils s'installent. En 1994, les villages d'Épire vivaient dans la crainte des Albanais, que l'on ne voyait jamais, mais que l'on imaginait rôdant en bandes autour des villages, hantant chaque ruine et chaque bois, et jusqu'aux terrains de sport communaux. En Macédoine occidentale, autre région de passage des Albanais, les villageois se plaignent de ne plus oser sortir de chez eux après le coucher du soleil, alors que, « avant, on pouvait partir en laissant la porte de la maison ouverte. » Dans les régions frontalières, la peur de l'Albanais est entretenue par certains éléments de la presse et de la classe politique, alors que ce sont les régions dans lesquelles les Albanais sont le moins visibles. Ils ne font en général que les traverser, en se cachant².

En même temps cependant, cette même image est liée à l'aide et au soutien teinté de paternalisme que les Grecs ont d'abord apporté aux premiers réfugiés : ceux-ci rentraient en Albanie quelques jours plus tard, après avoir été nourris, les bras chargés de vêtements de seconde main donnés par les villageois qui les avaient accueillis. Aujourd'hui encore, l'Albanais est un moyen de se débarrasser de vieux meubles ou de vieux vêtements dont on ne se sert plus. En 1996 dans le village de Dipotamia, à quelques centaines de mètres de la frontière albanaise, les frontaliers albanais qui viennent chaque jour travailler dans les maisons et les fermes, reconnaissent que leurs salaires sont moins élevés que dans les villes, mais qu'ils repartent souvent chez eux avec des meubles, des outils ou des vêtements donnés par leurs employeurs. « Quand ils me proposent quelque chose, explique Namik à propos de ses employeurs de la journée, un couple de personnes âgées chez qui il fait des travaux de peinture, je le prends, même si je ne sais pas ce que je vais en faire. De toute façon, si je ne le prends pas, ils le jettent. » En 1999 à Rendi, un faubourg ouvrier d'Athènes, une mère de famille albanaise raconte comment, lors de son arrivée l'année précédente, elle a été aidée par des voisins habitant dans l'immeuble d'en face. La voisine a notamment apporté des vêtements, elle apporte encore de temps en temps une table ou un appareil électroménager. « La voisine du dessous aussi nous a donné des vêtements, ajoutait-elle, mais des vêtements d'Albanais. On ne les a jamais portés. » Près de dix ans après leur premier contact avec la Grèce, les Albanais ne sont plus prêts à tout accepter, et cherchent notamment à rejeter l'image du réfugié albanaise, pauvre, ignorant, et dangereux. Pour cela, ils ne peuvent plus accepter les vieux vêtements et les tenues dépareillées qui les stigmatiseraient comme Albanais, de même qu'ils refusent la solidarité lorsqu'elle s'adresse à eux en tant qu'Albanais, c'est-à-dire en tant que personnes prêtes à tout accepter, par manque de choix ou de discernement.

L'image de l'Albanais dépasse la seule catégorisation, elle ne sert pas qu'à dire, depuis l'extérieur, qui est Albanais et qui ne l'est pas, mais elle a rapidement été intégrée par les Albanais eux-mêmes, qui l'utilisent pour parler d'eux-mêmes et se définir. Elle entre donc dans un processus d'identification. L'emploi des mots *refugjat*, « réfugié », et *albanez* et

² Voir les impressions d'une anthropologue grecque dans Nadia C. Seremetakis, 1996. « In Search of the Barbarians: Borders in Pain ». *American Anthropologist*, 98 (3) : 489-491.

alvanos, « Albanais », respectivement de l'italien et du grec, est révélateur de la façon dont le regard extérieur influe sur la façon dont on se perçoit soi-même. Le mot *refugjat* est étroitement lié à l'émigration des années 1990. Si la plupart des régions albanaises ont connu jusqu'à la deuxième guerre mondiale, et au-delà pour les Albanais de Yougoslavie, diverses phases d'émigration, les mots *kurbet* (du turc *gurbet*, « pays étranger ») et *mërgim* (migration) ont généralement été utilisés pour les définir. Pendant la période communiste, le régime distinguait les « émigrants économiques », Albanais ayant quitté le pays avant l'instauration du communisme, des « traîtres », qui le quittaient pendant le communisme. Ces derniers sont évoqués par la population comme ceux qui se sont « enfuis » (*arratisur*). Aujourd'hui, partir en émigration s'exprime à l'aide du mot *refugjat*. On dit de quelqu'un qu'il est parti en Grèce comme réfugié (*iku refugjat në Greqi*), qu'il vit en Grèce comme réfugié (*jeton refugjat në Greqi*), voire même qu'il travaille comme réfugié (*punon refugjat në Greqi*). Les mêmes expressions s'entendent également pour l'émigration vers l'Italie. Emprunté à l'italien, le mot a d'abord décrit les Albanais qui s'étaient réfugiés dans les ambassades occidentales à Tiranë, en juillet 1990, puis ceux qui avaient fui l'Albanie vers l'Italie à bord de bateaux surchargés. Il a ensuite décrit tous les départs vers la Grèce et l'Italie, quelles que soient leurs modalités : il correspond à « migrant économique » plus qu'à « réfugié politique ». Il fait en tout cas désormais partie du vocabulaire le plus courant.

A la différence du mot *refugjat*, qui décrit plus une activité et un mode de vie qui, comme on le verra, ne sont pas les mêmes pour tous les migrants, les mots *albanex* et *alvanos* se rapportent à un certain type de personnalité et tendent à définir un « caractère national » albanais. Le premier de l'italien, le second du grec, tous deux sont issus de la racine qui désigne les Albanais dans la plupart des langues non albanaises. Cette racine, sans doute très ancienne, a été remplacée en Albanie même par une autre, *shqip-*, sur laquelle sont formés les noms du pays (*Shqipëri*), des habitants (*shqiptar*) et de langue (*shqipe*)³. Les mots *albanex* et *alvanos* sont entrés en albanais par l'intermédiaire de la télévision et surtout par les émigrants revenant au pays. Dans le sud de l'Albanie, le mot italien *albanex* est utilisé plus fréquemment que le grec *alvanos*, malgré la proximité de la Grèce et les contacts très étroits entre les deux pays, et cela sans doute pour des raisons historiques : les premières grandes vagues d'émigration des années 1990 et 1991 eurent pour destination l'Italie, à une époque où de nombreux foyers captaient déjà les chaînes de télévision italiennes et pouvaient entendre parler d'eux dans les journaux télévisés italiens. Le fait que le mot italien est plus usité que le mot grec, y compris dans les régions frontalières avec la Grèce, est par ailleurs significatif de la relation que les Albanais entretiennent avec les deux pays. D'une manière générale en effet, les Albanais se considèrent très proches des Italiens (par la langue, le

³ On sait que, dans les langues des pays étrangers, les Albanais sont désignés par un ethnonyme formé sur la racine *alb-* ou *arb-* (parfois *ah-* et *ar-*). L'origine de la racine elle-même et sa signification sont discutées, mais elle semble avoir été utilisée dès le II^e siècle après J.-C. pour désigner un peuple de l'Illyrie méridionale (sous la forme Αλβανοί dans la *Géographie* de Ptolémée). Pour un rappel des différentes étymologies proposées, voir Eqrem Çabej, 1976. *Studime etimologjike në fushë të shqipes*, Tiranë, Akademia e shkencave e RPSSH : 61-69. Les noms donnés aux Albanais dans les langues occidentales ainsi qu'en turc (*arnavut*) et en grec (αλβανος) reposent sur cette racine, ainsi que le nom des Albanais d'Italie et de Sicile (*arbëresh*) et de Grèce (αρβανιτικός). En Albanie même, le nom de la Labërie (*labëri*) et de ses habitants (*lab*) provient certainement de la même racine, avec métathèse.

caractère), qu'ils sont portés à admirer et à imiter en de nombreux domaines, alors que les Grecs sont vus comme beaucoup plus lointains et étrangers. Le champ sémantique du mot *albanez* est par ailleurs différent de celui de *shqiptar* ; le premier fait toujours référence à l'image que les Albanais pensent donner d'eux-mêmes à l'étranger, sachant que cette image est très souvent négative. Il est employé par les « réfugiés » qui partent travailler en Grèce ou en Italie et qui, de retour en Albanie, racontent leurs aventures : sont *albanez* les clandestins traversant la frontière de nuit dans la peur des patrouilles de l'armée grecque, ceux qui passent plusieurs jours dans les postes de police grecs avant d'être reconduits à la frontière, ceux qui travaillent plus que tout le monde en gagnant moitié moins d'argent et vivent en cachette de peur d'être repérés. Sont dits également *albanez* ceux qui, réduits à ces conditions ou les refusant, sont conduits à voler, à tricher et à ruser pour s'en sortir. *Albanez* prend alors le sens d'un homme qui n'a plus rien à perdre (et surtout plus son honneur national, qu'il a abandonné avec l'ethnonyme *shqiptar*) et qui, grâce à sa ruse et à son courage, parvient à s'en sortir, voire même à rouler ceux-là mêmes qui sont responsables de sa situation. Les réfugiés partant travailler en Grèce ne se contentent pas de changer de prénom, ils prennent aussi un nouvel ethnonyme, subissant ainsi une transformation plus radicale. Le mot *albanez* est également utilisé dans le contexte albanais, dans un sens très proche, celui d'un Albanais dénaturé, perversi, qui n'est plus ce que devrait être un vrai *shqiptar*. Il s'applique à ceux dont le comportement est jugé impropre, trop marqué par les changements introduits par l'émigration et donnant une mauvaise image des Albanais : sont *albanez* ceux qui achètent une Mercedes avant d'acheter un tracteur, ceux qui dépensent en boisson l'argent gagné en Grèce, ceux qui se livrent au trafic de drogue et de prostituées, à la corruption ou au banditisme. Dans ce contexte, le pays en désordre, pris dans les difficultés de la pauvreté et du chacun pour soi, n'est pas appelé *Shqipëri*, mais *Albania*. Le mot grec *alvanos* est employé dans le même sens, mais son utilisation est restreinte aux Albanais qui partent travailler en Grèce ; elle n'a pas la généralité de l'italien *albanez*. L'utilisation des mots *albanez* et *Albania* témoigne de la perception qu'ont les Albanais de leur propre image à l'étranger et du décalage qui existe entre cette image et ce qu'ils perçoivent comme la réalité de l'albanité. Elle exprime aussi la façon dont les Albanais se transforment lorsqu'ils partent travailler à l'étranger.

Comment les Albanais se transforment-ils lorsqu'ils arrivent en Grèce ? Une première série de changements est liée à l'émigration elle-même, et aux formes qu'elle prend, plus qu'à ce qui fait que l'on est Grec ou Albanais. Ici comme ailleurs, l'émigration touche l'individu dans ses repères familiaux et professionnels et remet en question l'idée même de la personne. Il ne faut cependant pas surestimer la rupture que ce mode de vie représente par rapport à celui d'avant l'ouverture de la frontière.

Jusqu'en 1997, l'émigration vers la Grèce a concerné en majorité de jeunes hommes célibataires ou récemment mariés, qui partaient en groupe, de manière clandestine, et pour une durée limitée à quelques mois par an, en général à la belle saison. Cela signifie une séparation de la famille, en contradiction avec le modèle familial en vigueur dans toute l'Albanie, selon lequel les fils, et le cadet en particulier, doivent rester auprès de leurs parents pour des raisons à la fois économiques et affectives. Pourtant, il ne s'agit pas ici d'une nouveauté : non seulement l'émigration des Albanais est ancienne, et de nombreuses

familles gardent le souvenir de telles séparations à l'époque de l'émigration vers les États-Unis dans les années 1920 et 1930, qui avait alors souvent un caractère temporaire (en général quatre ou cinq ans). Plus encore, la famille a été mise à mal par le régime communiste, qui envoyait les jeunes travailler loin de chez eux pour plusieurs années, qu'il s'agisse de mesures politiques envers des familles jugées trop peu enthousiastes, ou de nécessités liées au besoin de main d'œuvre dans certaines régions. Dans le contexte de l'émigration, cette séparation est cependant synonyme d'une solitude beaucoup plus grande pour ceux qui partent comme pour ceux qui restent, en raison du caractère dangereux que revêt le voyage, tant du fait des conditions naturelles (chaque hiver, des clandestins trouvent la mort dans les neiges du Pinde) que des obstacles que constituent l'armée et la police grecque, en raison aussi de l'absence de moyens de communication (la famille ne reçoit des nouvelles que par l'intermédiaire de ceux qui rentrent au village, donc de façon aléatoire)⁴, en raison aussi du climat anti-albanais que l'on prête à la Grèce et qui oblige les Albanais à vivre le plus discrètement possible, en ayant peur de tout.

Si certains émigrants partent vers la Grèce très jeunes, parfois dès la fin de la scolarité obligatoire à 14 ans, beaucoup d'entre eux ont reçu avant de partir une formation professionnelle, et certains ont déjà commencé à travailler en Albanie dans une profession pour laquelle ils ont été formés. Ceux-là se plaignent tous de ce que l'émigration les oblige à abandonner leur profession et surtout à travailler en dessous de leur qualification, d'où un sentiment de déchéance et un sens exacerbé de l'injustice et de l'exploitation. Là encore, ce sentiment de désorganisation de la vie professionnelle n'est pas exclusivement lié à l'émigration. Il est courant dans l'Albanie post-communiste, révélateur de la rupture entre une société entièrement contrôlée par l'État, dans laquelle le destin professionnel de chacun était tracé très tôt et rarement modifiable, et l'apparition de l'initiative privée (de pair avec la disparition de l'État) et d'un marché du travail jusqu'alors inexistant. Comme le résume de façon désabusée une Albanaise à propos de son voisin : « Je l'ai toujours connu ouvrier dans le textile, et le voilà devenu chauffeur de taxi ! Qu'est-ce que c'est que ça ? » Paradoxalement, l'émigration est un moyen d'échapper à la désorganisation de la vie professionnelle en Albanie pour la retrouver en Grèce, pour des salaires certes plus élevés, mais aussi loin des yeux de la famille et du voisinage devant lesquels on refuse de s'abaisser. L'humiliation que l'on ressent à être employé en dessous de son niveau social reste contenue dans la sphère privée, sans déborder sur celle du public.

Car enfin l'émigration est conçue comme un malheur, voire comme une humiliation, notamment chez les plus âgés. Jusqu'en 1997, les gens qui ne partaient pas en Grèce (certains sont partis depuis), justifiaient leur décision en expliquant qu'ils refusaient de perdre leur dignité et qu'ils n'acceptaient pas d'être traités comme les sont les immigrés en Grèce. Dans les récits de ceux qui rentrent, l'opposition entre l'être humain et la bête sauvage revient en effet souvent : la vie des réfugiés en Grèce est comparée à celle des

⁴ Depuis 1998-1999, les téléphones portables se multiplient parmi les immigrés albanais (comme ils se multiplient depuis plus longtemps parmi la population grecque), qui leur permettent de communiquer entre eux. Certaines zones de l'Albanie du sud étant accessibles au réseau grec, certains émigrés font parvenir un téléphone à leur famille restée en Albanie, qu'ils peuvent appeler depuis la Grèce sans passer par l'international.

bêtes : on dort dans les forêts, on voyage la nuit, on se cache dans la journée, on accepte de faire n'importe quel travail, on subit le mépris sans pouvoir répondre, on ne comprend pas toujours ce que les gens disent. On vit à l'extérieur de la société, aux marges du monde des hommes. Cette marginalité prend souvent une dimension spatiale, lorsque les réfugiés logent aux abords des villages et des villes, dans des abris de fortune disséminés dans les bois et les champs.

Une deuxième série de changements est liée à ce qui, tant dans la réalité que dans les représentations, fait que l'on est Grec et Albanais. Deux éléments interviennent ici, le prénom et la langue. Un troisième, la religion, sera traité plus loin et séparément. La plupart des Albanais portent un prénom différent lorsqu'ils sont en Grèce. Les raisons et les modalités de ce changement sont diverses. Dans les premiers temps de l'émigration, certains réfugiés sont rentrés en disant que les Grecs étaient incapables de prononcer leurs prénoms albanais et que pour cette raison, ils avaient dû accepter de se faire appeler d'un prénom grec. D'autres ont affirmé que les Grecs ne donnaient du travail qu'aux chrétiens, qu'ils reconnaissent comme Épirotes du nord, c'est-à-dire comme Grecs d'Albanie, et qu'il était par conséquent préférable, voire indispensable, de prétendre avoir un prénom chrétien, comme la majorité des Grecs. Il faut préciser que tous les Albanais musulmans ne portent pas un prénom musulman, cela en raison de la politique communiste envers la religion. Cela est particulièrement vrai pour les Albanais nés après 1967, date de l'interdiction de la religion, et surtout après 1976, date de l'interdiction des prénoms d'origine religieuse. Ces deux catégories forment une part importante de l'émigration albanaise vers la Grèce. La question n'est donc pas uniquement d'abandonner un prénom musulman pour un prénom chrétien, elle est surtout d'abandonner un prénom albanais pour un prénom grec, même si en l'occurrence l'assimilation Albanais/musulmans et Grec/orthodoxe fonctionne très bien. En tout état de cause, le phénomène du double prénom s'est rapidement répandu, et de nombreux Albanais se reconnaissent un « prénom albanais » et un « prénom grec ». Parmi les enfants albanais scolarisés en Grèce, la tendance semble être également au changement de prénom, même si, dans ce cas, les enseignants ont plutôt tendance à dissuader les élèves qu'à les encourager à abandonner le prénom que leurs parents leur ont donné. « Des élèves viennent parfois me voir pour me demander s'ils doivent dire qu'ils sont Albanais, raconte une enseignante d'Athènes, originaire de la minorité grecque d'Albanie. Je leur répond que oui, bien sûr. Être Albanais, c'est appartenir à une nation, à un État, à une culture, pourquoi devraient-ils le cacher ? Je suis contre les changements de prénoms : les Grecs ont pu garder leurs prénoms en Albanie, pourquoi les Albanais devraient-ils en changer en Grèce ? » La pression sociale des cours de récréation est cependant suffisamment forte pour que les enfants albanais se choisissent eux aussi un prénom grec, celui d'un camarade de classe ou d'un chanteur à la mode, parce que « les prénoms grecs leur plaisent ». Signalons enfin, avant d'y revenir plus loin, une dernière raison au changement de prénom, la conversion au christianisme orthodoxe des Albanais musulmans.

Comment ce nouveau prénom est-il choisi ? Il n'est parfois pas du tout choisi, mais accepté, comme lorsque l'employeur grec affuble lui-même ses ouvriers de prénoms plus familiers à ses oreilles que les prénoms albanais. Dans d'autres cas, l'Albanais prend le prénom de son premier patron grec, ou de la première personne qui l'a accueilli en Grèce. Les saisonniers, ceux qui se déplacent ou changent de travail d'une année sur l'autre, peuvent changer chaque année de prénom grec, mais celui-ci en vient rapidement à faire partie de la personne au point qu'il est risqué d'en changer : « En Grèce, je m'appelle Grigori, explique ainsi Erjon, d'un village du sud de l'Albanie. La première année, c'était par hasard, la deuxième année, parce que ça m'avait porté chance. »

Quel est l'usage exact de ce prénom grec ? Il sert d'abord aux relations avec l'employeur grec et avec les autorités grecques. C'est celui qui figure sur les demandes de visa et les faux passeports et visas, celui qui est inscrit sur le permis de travail. Il a tendance à être utilisé tout le temps de la présence en Grèce, y compris lorsque les Albanais se retrouvent ensemble, et d'autant plus s'ils ne se connaissaient que très peu avant d'arriver en Grèce. La situation est différente dans les cas d'émigration familiale, où les prénoms albanais sont plus facilement utilisés. Pour faciliter l'usage du prénom grec sur les documents officiels, de nombreux Albanais le font valider par le bureau d'état-civil de leur commune de résidence en Albanie. La procédure est simple et son résultat ne dépend que de l'avis du conseil municipal qui statue sur les demandes de changement de prénom. La situation est différente pour les noms de famille : en changer demande une procédure judiciaire longue et coûteuse à laquelle la plupart des gens renoncent. Il est de plus impossible de changer le prénom du père, qui figure sur de nombreux documents officiels en Grèce comme en Albanie. Il en résulte des appellations mixtes, constituées d'un prénom chrétien et d'un nom de famille explicitement musulman, et de nombreux porteurs de « prénoms grecs » sont fils de pères porteurs d'un prénom musulman. Dès le début des années 1990, et surtout depuis les incidents liés aux revendications grecques sur l'Épire du nord (1994) des Albanais ont dénoncé le phénomène du changement de prénom, en affirmant qu'il faisait le jeu des Grecs : « Lorsque tous les Albanais du sud auront un prénom grec, les Grecs auront encore plus de raisons de prétendre que l'Albanie du sud est grecque », explique en 1995 un intellectuel du sud de l'Albanie. Pour l'instant, le prénom grec est parfois utilisé en Albanie par le cercle des amis, et en manière de plaisanterie. Il correspond à l'appellation d'*albanex* dont s'affublent par dérision les mêmes réfugiés lors de leur retour en Albanie.

Rappelons enfin que tous les Albanais ne changent pas leur prénom lorsqu'ils arrivent en Grèce. C'est le cas bien sûr des frontaliers, qui ne peuvent se faire passer ni pour Grecs ni pour chrétiens par un seul changement de prénom, leurs employeurs sachant très bien qu'ils viennent de villages musulmans de l'autre côté de la frontière. Pour les autres, ceux qui partent travailler loin à l'intérieur de la Grèce, garder son prénom fait figure d'acte de résistance. C'est le fait de gens éclairés, ou conscients de la violence contenue dans l'obligation ressentie par les réfugiés d'adopter un prénom grec. Ce maintien se fait d'autant plus facilement qu'il ne s'agit pas d'un prénom musulman.

Interrogés en Albanie, la plupart des Albanais prétendent parler grec, et l'avoir appris facilement et rapidement. Observée sur place, la situation linguistique des Albanais en Grèce est pourtant diverse : certains sont parfaitement bilingues, d'autres sont incapables de comprendre correctement ce que leur dit leur employeur grec. Pour beaucoup d'entre eux, l'apprentissage se fait sur place, au travail. La connaissance de la langue dépend donc largement du type de travail et des conditions dans lesquelles il est accompli. Les ouvriers agricoles qui se déplacent en bande au gré des travaux et des récoltes évoluent dans un milieu albanais et n'ont guère besoin de comprendre le grec pour savoir ce qu'ils doivent faire. À l'opposé, ceux qui travaillent dans la restauration sont quotidiennement confrontés à une clientèle grecque et, sauf si le personnel est nombreux, sont souvent coupés des autres Albanais, ce qui améliore d'autant plus leur immersion linguistique. Il faut distinguer ici l'oral de l'écrit : parler couramment grec ne signifie pas pour un Albanais savoir le lire et encore moins l'écrire. Seuls ceux qui font l'effort d'apprendre par eux-mêmes, pendant leur temps libre, ont accès à l'écrit. Encore une fois, ceux qui travaillent dans les services (restauration, tourisme) sont favorisés, dans la mesure où ils ont plus de chances d'avoir du temps libre et un endroit pour étudier. À Athènes, la faculté de philologie de l'Université d'Athènes dispense des cours de grec pour les étrangers de plus de vingt ans. Les Albanais représentent 40% de l'effectif, et les horaires sont adaptés pour permettre aux gens qui travaillent de suivre les cours. On trouve par ailleurs dans les kiosques à journaux diverses méthodes destinées aux Albanais qui veulent apprendre le grec.

Depuis les années 1997 et 1998, une catégorie d'Albanais apprend le grec dans de meilleures conditions : il s'agit des enfants arrivés avec leurs parents ou leurs frères aînés, et qui sont scolarisés dans les écoles grecques. Depuis la fin de l'année 1999, un système de soutien a été mis en place dans les écoles d'Athènes et de Thessalonique à l'usage des enfants étrangers (dans beaucoup de quartiers, les Albanais représentent plus de la moitié des élèves étrangers) : ceux-ci suivent certains cours avec un enseignant particulier, qui tout en faisant cours en grec, adapte son niveau de langage à celui des élèves. En raison de l'importance de la présence albanaise dans les écoles, les enseignants issus de la minorité grecque d'Albanie sont recherchés pour leur maîtrise des deux langues. D'autres dispositions sont prises pour que, lors des premières années de leur scolarisation en Grèce, les étrangers ne soient pas pénalisés en raison de leur mauvaise connaissance du grec.

La maîtrise de la langue est fondamentale pour les Albanais, qui craignent d'être reconnus comme Albanais – donc comme clandestins ou criminels – au moindre échange verbal. Elle trace une limite entre ceux qui, en voie d'intégration, sont capables de communiquer avec aisance et assurance et ceux qui, reconnaissant eux-mêmes qu'ils vivent comme des sourds-muets, ne peuvent sortir de la catégorie « Albanais » et des représentations qui s'y rattachent.

Enfin, l'aspect physique, les techniques de corps et les activités sociales constituent ce qui change le plus lentement et ce qui demande une familiarité plus longue avec la société grecque. L'objectif des Albanais est de “ faire Grec ”, c'est-à-dire de se fondre dans la société grecque et d'y disparaître. En témoignent à la fois les anecdotes fréquentes sur ces Albanais que l'on ne reconnaît pas en tant que tels, et, à un autre niveau, la peur non moins

répandue de se faire remarquer, non seulement par la police, mais par l'ensemble de la population grecque, et de tomber ainsi dans la catégorie « Albanais ». Celle-ci est socialement dévalorisée, dans le contexte de la société grecque comme au sein de la communauté albanaise immigrée qui se soumet dans ce domaine au jugement de la société englobante. L'albanité n'est pas revendiquée comme un mode de vie et de comportement ou plutôt, comme on le verra par la suite, les seules revendications se font en référence à l'Albanie et en opposition totale avec la société grecque, comme s'il était impossible d'être Albanais en Grèce, ou Albanais et Grec en même temps. En ce sens, l'identité telle qu'elle est perçue subjectivement est ici quelque chose de particulièrement figé et immuable, et de plus exclusif : toute transformation subjectivement perçue est conçue comme une perte, un abâtardissement, une disparition.

Qu'ils le reconnaissent ou non, les Albanais en Grèce subissent une forte pression sociale qui les pousse à adopter de nombreux comportements visant à se fondre dans la masse. Paradoxalement, cette recherche de l'invisibilité dans la société grecque est en même temps un marqueur de la réussite au sein de la communauté albanaise, et donc une façon de se distinguer.

On a déjà vu que l'habillement constitue un premier marqueur de l'albanité qu'il faut chercher à corriger : il faut éviter les « vêtements d'Albanais », c'est-à-dire ceux qui rappellent d'une manière ou d'une autre la triple image des Albanais, pauvres, arriérés et dangereux. Il faut aussi pouvoir sortir des vêtements de travail qui constituent un autre marqueur de l'appartenance à une communauté immigrée, et en changer pour les sorties en ville ou au village. Dans ce domaine, la société grecque est suffisamment conformiste pour que la mode à suivre dans tel quartier ou tel milieu social apparaisse clairement, et les moyens financiers dont disposent les Albanais limitent par ailleurs leur choix.

Pour une large part, l'adaptation à la société grecque équivaut à une adaptation à la société de consommation, et il faut, pour affirmer sa réussite, savoir consommer. Une partie de cette activité est réservée à un cercle domestique restreint : les achats d'équipement électroménager sont un signe de réussite que l'on exhibe à ses propres yeux comme à ceux des familiers qui viennent en visite. Il s'agit en premier lieu de la machine à laver le linge et du magnétoscope (le réfrigérateur et le téléviseur ont en tant que tels perdu le prestige qu'ils avaient encore en Albanie au début des années 1990 ; seuls les modèles spectaculaires – par la taille ou des fonctions inédites – sont valorisés) ; viennent ensuite la cafetière et la friteuse électriques, le lave-vaisselle, la chaîne hi-fi, l'appareil photographique perfectionné et le caméscope, la console de jeux vidéo et, enfin, l'ordinateur. D'autres achats ont une fonction qui sort du cercle domestique ; ils servent aussi à communiquer son appartenance à la société globale. C'est le cas du téléphone portable et de la voiture. Cette dernière est encore rare chez les Albanais, et se trouve ainsi chargée d'une valeur symbolique beaucoup plus forte, visible par exemple dans les interminables promenades autour du quartier, vitres baissées et autoradio allumé, auxquelles se livrent les jeunes propriétaires de voitures, ou encore dans le plaisir que prend Vasilis, Albanais installé dans

un village de Corinthe, à venir chercher sa femme au travail, dans sa belle voiture rouge qu'il gare le long de la place⁵.

Le temps libre et les divertissements ont également leur importance. Le « réfugié » que l'on ne veut plus être travaille sept jours sur sept, toute la journée et parfois la nuit, sans pause et sans loisirs. Durant ses rares moments de répit, il est trop épuisé pour sortir et se divertir autrement que devant la télévision. Les Grecs ont au contraire chez les Albanais la réputation de travailler peu, de passer des heures à la terrasse des cafés à siroter des cafés frappés, d'aller festoyer dans les tavernes et de partir en vacances. Il est en conséquence valorisé chez les Albanais de sortir en famille le dimanche, que ce soit pour rendre visite à d'autres Albanais ou pour se promener à l'Acropole ou en bord de mer. On peut alors anonymement prendre une consommation dans un établissement touristique, autre que les petits cafés de quartier ou de village fréquentés durant la semaine.

Deux remarques peuvent être faites concernant les sorties : la plupart des Albanais hésitent encore à entrer dans des restaurants ou tavernes dans lesquelles ils craignent d'être reconnus comme Albanais, et en conséquence mal reçus. Même si elles ont pour destination des espaces publics fréquentés par les Grecs, ses sorties n'ont pas pour but d'entrer en contact direct avec les Grecs. Deuxièmement, les sorties se font exclusivement entre Albanais, et pour ainsi dire jamais avec des Grecs. Avoir des amis grecs suffisamment proches pour sortir avec eux est une étape de l'intégration rarement atteinte. Cette impossibilité est mise, de la part des Albanais, au compte de la façon d'être des Grecs, distants, froids et « sans amis », mais elle tient aussi au refus des Albanais eux-mêmes d'être en trop bons termes avec les Grecs. « A une époque, raconte Fatijon, Albanais d'Athènes, j'ai cherché à inviter chez moi des amis albanais et des amis grecs, dans les mêmes soirées. Mais lorsque les Grecs étaient en minorité, les Albanais se comportaient comme le font les Grecs en général : ils refusaient de leur parler, ils leur faisaient sentir qu'ils étaient en trop. En fait, j'aurais dû inviter des filles grecques, ça aurait peut-être été différent ! » Tout se passe comme si la frontière entre Grecs et Albanais, que l'on cherche à effacer afin de ne plus être catégorisé en tant qu'Albanais, était toujours là, même invisible, toujours perceptible dès qu'elle touche à autre chose que les apparences. Dans ce domaine, les Grecs d'Albanie installés en Grèce se plaignent aussi de leurs difficultés à être acceptés pleinement en tant que Grecs. Ici encore, les enfants scolarisés sont en avance, non seulement par l'action socialisante de l'école, mais parce que la vie scolaire leur laisse du temps libre qu'ils partagent plus facilement avec les enfants grecs du quartier ou du village.

On aborde ici la question des interactions entre Grecs et Albanais, sur laquelle on reviendra. Ces dernières remarques ne doivent cependant pas faire croire que les transformations subies ou voulues par les Albanais ne sont affaire que d'apparence. D'autres adaptations sont nécessaires, en premier lieu dans la vie familiale et professionnelle.

⁵ Les achats « consuméristes » donnent lieu à des dépenses irrégulières mais élevées qui contrastent avec les dépenses quotidiennes ou régulières (alimentation, transport, loyer) et qui leur donnent un caractère somptuaire : elles se font à l'occasion d'une sortie en famille, elles donnent lieu à des visites de la part des amis ou du voisinage albanais, au cours desquels le prix payé est revendiqué comme une marque de réussite.

La famille et le travail

Comme on l'a vu, l'immigration albanaise en Grèce a d'abord été principalement le fait de jeunes célibataires dont la vie familiale, certes mise à mal par l'émigration, continuait en Albanie : les gains étaient régulièrement rapatriés pour soutenir la famille, on rentrait en Albanie pour se marier et à l'occasion des événements familiaux. Depuis la crise de l'année 1997 en Albanie, une deuxième forme d'émigration s'est développée, qui n'existait jusqu'alors que dans une faible proportion. Il s'agit d'une émigration familiale et de longue durée, qui contraste sur plusieurs points avec l'émigration des jeunes célibataires, et qui donne à l'immigration albanaise en Grèce une double réalité.

Il ne faut pas négliger l'impact de la crise financière, politique et sociale de l'année 1997 en Albanie et les traumatismes qu'elle a laissés dans la population. Plus que la perte des économies placées dans les sociétés pyramidales, la violence, la peur et le sentiment d'insécurité ont laissé des traces profondes (on parle encore de cette époque comme d'une " guerre "), qui ont conduit encore plus d'Albanais à quitter le pays. La Grèce a bien sûr été une destination pour cette nouvelle phase d'émigration, comme l'ont été d'autres pays jusqu'alors moins touchés, comme la Turquie ou l'Angleterre⁶. Le mot *refugjat* a alors repris son sens premier : les départs des années 1997 et 1998 furent moins dictés par le besoin de partir travailler à l'étranger que par celui de se mettre en sécurité, soi et sa famille, hors d'un pays troublé. Il s'agit ici d'une émigration refuge.

La première caractéristique de cette nouvelle émigration est d'être familiale, ce que n'était pas l'émigration albanaise vers la Grèce dans les premiers temps. Les conditions mêmes de l'émigration (passage clandestin de la frontière, installation précaire en Grèce) n'ont pas toujours permis à toute la famille de quitter le pays en même temps, mais le résultat est là : en quelques mois, des familles entières pouvant comporter jusqu'à trois générations se sont retrouvées dans un même endroit en Grèce.

La deuxième caractéristique est la longue durée du séjour en Grèce et l'absence d'une date de retour en Albanie. Non pas que le retour en Albanie soit exclu, au contraire : on a gardé la maison en Albanie, on fait des projets pour quand on rentrera, par exemple pour le mariage des enfants, mais ce retour n'est pas planifié, il fait partie d'un futur lointain et indéterminé. Le premier type d'émigration au contraire avait souvent un caractère saisonnier ou en tout cas limité dans le temps : on partait pour quelques mois (en général de mars-avril à septembre-octobre), ou en vue de gagner une certaine somme d'argent, suffisante pour passer le reste de l'année en Albanie.

Troisième caractéristique, par rapport aux « célibataires », les familles sont beaucoup moins mobiles, elles tendent à s'installer et à ne plus bouger, alors que les hommes seuls se déplacent plus facilement d'une région à l'autre, en fonction du travail disponible.

⁶ Sur la Turquie, voir Gilles de Rapper, 2000. *Les Albanais à Istanbul*. Istanbul, Institut français d'études anatoliennes.

Enfin, peut-être plus que l'émigration des « célibataires », l'émigration familiale vers la Grèce peut constituer un tremplin vers un autre pays, en Europe occidentale, en Amérique ou en Australie, où cette fois l'exil sera définitif. Cette fonction existait déjà auparavant, mais d'une autre manière : en cas de projet d'émigration vers un pays lointain, le père ou les fils partaient travailler en Grèce le temps d'accumuler l'argent nécessaire au prix du billet d'avion, mais le départ de la famille se faisait d'Albanie même, et non de Grèce.

Malgré des caractéristiques contrastées, les deux formes d'émigration sont pourtant liées l'une à l'autre. Le regroupement familial avait en fait commencé dès avant 1997, dans une faible proportion, mais il se serait certainement développé dans les années suivantes, même en l'absence de la crise albanaise, qui n'a fait qu'accélérer le mouvement. Après plusieurs années de travail en Grèce en effet, certains célibataires ou jeunes mariés, ont pu accumuler suffisamment de moyens financiers et de connaissances de la société grecque pour décider de faire venir leurs parents, leurs frères et sœurs, leurs épouses et enfants, et de recréer le milieu familial en Grèce. Il s'agit en ce sens d'un aboutissement, d'une marque de réussite. L'évolution a souvent été plus rapide chez les hommes mariés alors que certains célibataires reconnaissent qu'ils auraient eu les moyens de faire venir leur famille plus tôt s'ils avaient été plus attentifs à la gestion de leur argent. Pour ces jeunes hommes livrés à eux-mêmes en pays étranger, l'émigration est aussi une libération et la découverte d'un mode de vie inconnu en Albanie, et les occasions de dépenser l'argent gagné au travail sont nombreuses.

L'immigration familiale pose des problèmes spécifiques et provoque des transformations et une adaptation identitaire particulières. Dans un sens, elle favorise l'intégration, voire l'assimilation des générations les plus jeunes, scolarisées en Grèce. Dans un autre sens, elle donne naissance à un repli des Albanais sur eux-mêmes, accompagné d'un discours nationaliste, voire raciste, envers les Grecs.

Le premier problème qui se pose à l'immigration familiale est celui du logement. Il est impossible de faire habiter des familles entières dans les conditions qui étaient celles des célibataires, il faut au contraire pouvoir s'installer dans un appartement ou une maison dotés d'un minimum de confort. Le problème est de deux ordres : en ville, les ressources financières des Albanais ne leur permettent en général de louer que dans les quartiers défavorisés, ce qui contribue à créer des concentrations d'Albanais (et d'autres migrants originaires de Russie ou de Roumanie) dans certains quartiers, comme autour de la place Attikis à Athènes. Certes, il ne s'agit pas encore de « ghettos », comme on le voit parfois dans la presse albanaise, mais cela contribue certainement à renforcer le sentiment d'exclusion et la distance avec la société grecque. D'autant plus que, en second lieu, les propriétaires grecs refusent parfois de louer à des Albanais, en raison de la mauvaise image de ceux-ci. Le journal de l'immigration albanaise à Athènes, *Gazeta e Athinës*, a ainsi dénoncé en mars 2000, la multiplication des petites annonces d'offres de location qui précisent que « les étrangers et les animaux domestiques ne sont pas acceptés »⁷. Pour cette

⁷ Voir *Gazeta e Athinës*, 25 mars 2000, p. 3.

raison, les Albanais sont parfois obligés de sous-louer, c'est-à-dire de faire appel à un Grec qui agit comme locataire officiel et sert de garant auprès du propriétaire. Cette situation en marge de la légalité met les Albanais à la merci du propriétaire, qui peut les expulser ou exiger une augmentation de loyer sans que ceux-ci ne puissent réagir. Les expulsions semblent être l'exception, mais les Albanais sont sensibles à la menace qui pèse sur eux, qu'ils ont sans doute tendance à surévaluer, et cela contribue encore à accentuer le sentiment d'exclusion et la victimisation.

Le deuxième problème est celui des enfants, plus particulièrement celui de leur scolarisation. Une enquête effectuée par un groupe de travail albanais estime, en mars 2000, à 35 000 le nombre d'enfants albanais âgés de 5 à 18 ans, c'est-à-dire en âge d'être scolarisés. La majorité vont à l'école, 23 000 sont à l'école primaire, seuls 1 200 ne seraient pas scolarisés. L'enquête prévoit l'arrivée de 2 000 enfants supplémentaires à la rentrée de septembre 2000. D'après la même enquête, la majorité de ces enfants résident à Athènes. La proportion d'élèves Albanais varie selon les régions ainsi que selon le niveau : elle est plus élevée à Athènes et diminue au fur et à mesure que l'on monte dans le système scolaire. Ainsi par exemple, le collège de Vrahati, dans la plaine de Corinthe, compte en 1999-2000 dix-huit élèves Albanais sur un total de 200 élèves (les Albanais représentant 90% des étrangers) ; au lycée, les Albanais ne sont plus que trois sur un total de 189 élèves. A Athènes, la deuxième classe de l'école n° 63 compte 16 Albanais sur un total de 21 élèves⁸, tandis que le collège n° 2, à proximité de la place Omonia, compte 60 Albanais sur un total de 190 élèves (les Albanais représentant 75% des étrangers).

La présence d'une telle proportion d'élèves albanais dans le système éducatif pose avant tout un problème de langue. La plupart d'entre eux ne parlent pas grec à leur entrée en classe, quel que soit le niveau qu'ils ont atteint en Albanie (le grec n'est pas étudié dans les écoles albanaises en dehors de celles de la minorité grecque ; des cours privés sont apparus dès le milieu des années 1990 à Korçë, mais ils s'adressent plus aux enfants d'entrepreneurs faisant du commerce avec la Grèce qu'aux fils et filles des migrants). Divers aménagements ont été mis en place pour faciliter la scolarisation de ces élèves. Dans les premiers temps, la solution consistait à les mettre dans les petites classes, pour qu'ils apprennent le grec en même temps que les Grecs eux-mêmes. Dans certaines écoles primaires, comme à Vrachati, des cours de soutien en langue grecque ont été mis en place l'après-midi, après la fin des cours. Ce système n'existe pas au collège, où cependant il est prévu que les élèves étrangers ne sont pas notés sur leur niveau de langue pendant la première année. La deuxième année, seule la compétence orale est prise en compte. La troisième année seulement, les élèves étrangers sont notés comme les autres. Depuis la fin de l'année 1999 un programme expérimental est testé à Athènes et Thessalonique. Il prévoit, dans certaines matières, variables selon les écoles et le niveau des élèves (langue grecque, mathématiques, histoire, géographie,...), de regrouper les élèves étrangers et de les confier à un professeur formé pour s'adresser à des élèves parlant peu ou pas du tout le grec. Dans le collège n° 2 d'Athènes, par exemple, trois professeurs se répartissent les élèves étrangers en trois niveaux, selon leurs compétences en grec, c'est-à-dire souvent

⁸ D'après le groupe de travail albanais susmentionné ; les autres données sont issues de l'observation directe.

selon la durée de leur séjour en Grèce. Par ailleurs, la présence de nombreux cours privés l'après-midi et en soirée (les *frontistiria*) et la réelle préoccupation qu'ont les parents pour la scolarité et la réussite de leurs enfants, font que les enfants albanais reçoivent en général un enseignement rapide en langue grecque. Il faut compter ici avec la certitude de la plupart des Albanais, parents comme enfants, que le système scolaire grec est inférieur à celui d'Albanie, et qu'il faut donc compenser la moindre qualité de l'enseignement par le travail individuel. A cela contribue également, chez les enfants eux-mêmes, la volonté de surmonter les difficultés d'intégration par une réussite scolaire et sociale, comportement fréquent chez les populations immigrées. La plupart des enseignants interrogés reconnaissent que les élèves albanais réussissent en général assez bien et que l'obstacle de la langue est rapidement passé.

La question de la langue a une deuxième facette : les parents albanais et, plus encore, le milieu intellectuel, s'inquiètent de ce que leurs enfants perdent peu à peu l'usage de l'albanais. Cela constitue bien sûr un problème en cas de retour en Albanie, mais touche aussi à la nation et à ce qui fait que l'on est Albanais. Il s'agit ici de la peur de l'assimilation, sur laquelle on reviendra à propos de la nation.

Après le logement et la scolarisation, la régularisation est le troisième problème qui se pose à l'immigration familiale. Car même si les enfants sont en général acceptés dans les écoles quelle que soit la situation de leurs parents, il est plus difficile de vivre dans l'illégalité lorsque l'on a une famille à charge. La Grèce a lancé en 1997 une procédure de régularisation des étrangers en situation irrégulière qui s'est poursuivie jusqu'à l'été 2000. Les étrangers dotés de la « carte verte » à l'issue de la procédure⁹ peuvent y faire inscrire leur famille (conjoint et enfants), qui se trouve ainsi régularisée, c'est-à-dire à l'abri des expulsions qui constituent la majeure mesure de rétorsion à l'égard des clandestins. Or, les régularisations ne touchent pour l'instant qu'une partie des étrangers, laissant nombre d'entre eux dans l'illégalité (parce qu'ils ne peuvent prouver qu'ils sont employés légalement, par exemple), et, surtout, elles ont entraîné une recrudescence des contrôles de police, mettant les clandestins dans une situation encore plus difficile. A Athènes, la place Omonia, et surtout les abords du kiosque vendant la presse albanaise, apparaissent désormais bien vides, alors qu'ils constituaient le lieu de rencontre des Albanais. L'approche des élections parlementaires d'avril 2000, a encore accentué les mesures sécuritaires visant à rassurer la population grecque en multipliant les contrôles et les expulsions d'Albanais.

L'état du marché du travail provoque par ailleurs des transformations au sein de la famille. Si les hommes les plus jeunes parviennent toujours à trouver du travail, ne serait-ce parce que la durée de leur présence leur permet d'avoir une connaissance de la langue et des réseaux indispensables pour se faire employer, leurs pères arrivés plus récemment

⁹ La Grèce accueillait alors 500 000 migrants, dont 300 000 Albanais. Dans une première étape, 374 000 demandes de régularisation ont été enregistrées (dont 65% provenaient des Albanais). Dans une deuxième étape, 240 000 migrants ont cherché à prouver qu'ils avaient du travail, qu'ils cotisaient à la sécurité sociale, que leur casier judiciaire était vierge et qu'ils étaient en bonne santé. A la fin, 100 000 cartes vertes ont été attribuées.

éprouvent des difficultés plus grandes. Passé un certain âge, ils se plaignent de ce que leur force physique et leur capacité d'adaptation et d'apprentissage diminuent. L'arrivée d'autres populations moins stigmatisées que les Albanais, comme les Roumains et les Kurdes, est également évoquée par les Albanais comme une forme de concurrence à leur désavantage. Les femmes sont moins touchées par cette forme de chômage, car elles trouvent plus facilement à être employées comme femmes de ménage. Il s'ensuit une modification des rapports entre sexes dans la famille et il n'est pas rare de voir la femme travailler et l'extérieur, laissant son mari à la maison. Des activités réservées aux femmes dans la société albanaise, comme la préparation des repas, le ménage et la lessive, sont désormais effectuées par des pères de famille. Dans la journée, ils vont faire les courses au marché de la rue Athinas, se retrouvent sur la place Omonia et vont boire une bière ou un café en regardant déambuler les prostituées bulgares et albanaises. De par ces activités, ils sont assez peu confrontés à la population grecque (d'autant moins s'ils choisissent les boutiques dans lesquelles les vendeurs sont Albanais) et éprouvent encore moins le besoin d'apprendre le grec. Ceux qui travaillent le font souvent avec un de leurs fils, sur lequel ils peuvent se reposer tant pour trouver du travail que pour communiquer avec l'employeur grec, limitant encore les contacts avec la population et la langue grecques. Leurs femmes, au contraire, en travaillant dans des familles grecques, sont obligées de se mettre à l'apprentissage du grec et établissent plus facilement un contact personnel avec leurs employeurs. Même si le père reste le chef de famille et centralise toutes les rentrées d'argent de la maison, cette situation correspond à une perte d'autorité par rapport à la position qui devrait être la sienne dans le contexte albanais. Il n'est sans doute pas fortuit que la plupart des associations d'immigrants Albanais apparues ces dernières années à Athènes ont pour initiateurs des pères de famille dont l'objectif explicite est de « maintenir vivantes nos traditions et notre culture ». Sans doute ne pensent-ils pas consciemment à leur position au sein de leur propre famille, mais il semble que la pratique vécue en famille et le discours sur la nation se rejoignent ici pour former un courant hostile à l'intégration des Albanais. Ce repli sur soi sera plus visible lorsque l'on abordera la question de la nation.

La religion

Il est encore un domaine dans lequel les Albanais sont obligés d'adapter leurs pratiques et leurs discours lorsqu'ils arrivent en Grèce, c'est celui de la religion. La religion pose un problème à trois niveaux : sur le plan de la pratique sociale, elle occupe une place différente dans la société albanaise et dans la société grecque ; sur le plan des représentations, elle oppose les Albanais musulmans aux Grecs orthodoxes ; sur le plan du symbolisme enfin, elle se prête à une série d'oppositions entre l'Est et l'Ouest, l'arriération et le progrès, la barbarie et la civilisation.

L'orthodoxie est indissociable de l'hellénisme : être Grec et être chrétien orthodoxe sont une seule et même chose. Cette situation remonte à l'empire ottoman et au système des *millet*, elle est en particulier responsable des controverses entre Grecs et Albanais sur l'appartenance nationale de l'Épire du Nord et des chrétiens orthodoxes albanophones d'Albanie du Sud. Pour un observateur extérieur comme pour les Albanais, la religion est

donc omniprésente, tant dans ses aspects quotidiens (églises surmontés de croix soulignées de néon bleu ; chapelles et autels le long des routes ; signes de croix effectués à la vue d'une église ou lors du départ de l'autocar ; prêtres à longue robe noire et barbe longue ; émissions religieuses à la télévision) que dans les événements plus solennels (intensité de l'activité religieuse durant la semaine de Pâques ; participation des chefs religieux à la fête nationale du 25 mars ; serment du nouveau gouvernement devant l'Église). Les déclarations de l'archevêque d'Athènes sur des sujets de politique ou de société sont fréquentes et largement diffusées, et les relations entre l'État et l'Église restent un sujet délicat. Elles le sont aussi en Albanie, mais pour une toute autre raison : le discours actuel – apparu dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle et repris par les communistes après la seconde guerre mondiale – est de séparer la religion de la nation, en plaçant la seconde au-dessus de la première. Il répond à la présence de quatre grandes communautés religieuses au sein de la population : christianisme catholique et orthodoxe, islam sunnite et bektachi. La question de la relation entre nation et religion s'est posée très tôt au nationalisme albanais dans la mesure où les voisins des Albanais s'étaient déjà constitués en nations et États chrétiens, opposés à un empire musulman. Un nationalisme religieux n'était pas possible en Albanie et la religion a toujours été considérée comme une menace, comme un risque de division et de disparition de la nation. En conséquence, la religion n'a pas du tout la même place dans la société grecque et dans la société albanaise : alors que les Grecs s'identifient à une religion particulière, la pluralité des religions est inscrite dans la société albanaise et l'appartenance à une communauté religieuse ne sert pas à se définir en tant que nation, mais en tant qu'individu, né et vivant dans une certaine région, un certain milieu social, une certaine famille. Autrement dit chacun sait, croyant ou non-croyant, pratiquant ou non pratiquant, à quelle communauté religieuse il appartient et à quelle communauté religieuse ses voisins appartiennent. La religion a ici une fonction structurale, elle organise la société en différents sous-groupes.

Cela a une conséquence sur la façon dont Grecs et Albanais se conçoivent réciproquement et rend très sensible, des deux côtés, toute discussion sur la religion, qu'il s'agisse du fanatisme musulman dénoncé par les Grecs, ou du prosélytisme orthodoxe dénoncé par les Albanais. Du point de vue grec, tous les Albanais sont musulmans (sans distinction entre sunnites et bektachis), car ceux qui sont orthodoxes sont considérés comme des Grecs d'Albanie. Dans les représentations géopolitiques, les Albanais font ainsi partie de la menace musulmane qui, de la Turquie à l'Albanie en passant par la Bulgarie et la Macédoine, encercle la Grèce. Ils sont aussi associés à l'empire ottoman et à la vision négative qui est la sienne, en tant que collaborateurs des oppresseurs et responsables d'atrocités envers les chrétiens. L'association entre Albanais et musulmans est également au fondement de l'irrédentisme grec en « Épire du Nord », puisqu'elle permet d'inclure les Albanais chrétiens du sud de l'Albanie dans la population grecque et d'appuyer les revendications grecques. Du point de vue albanais, les Grecs représentent également un danger, parce qu'ils cherchent à saper l'unité nationale. De ce point de vue, on leur reproche souvent d'accorder trop d'importance à la religion, en d'autres termes de suivre une politique plus religieuse, dictée par les intérêts de l'Église orthodoxe, que nationale,

dictée par les intérêts de la nation¹⁰. Dans le cadre de l'émigration, ces reproches fonctionnent également : on accuse les Grecs de favoriser les Albanais chrétiens par rapport aux musulmans, d'obliger ses derniers à changer de prénoms et à se déclarer en tant que chrétiens, et de chercher ainsi à les convertir, accélérant leur assimilation et leur disparition en tant qu'Albanais.

Islam et christianisme sont par ailleurs chargés de significations qui dépassent la seule relation entre Grecs et Albanais. L'islam est couramment associé, tant en Grèce qu'en Albanie, y compris chez certains musulmans, à l'Asie ou à l'Orient, alors que le christianisme est perçu comme la religion de l'Europe et de l'Occident. En tant qu'asiatique, l'islam représente une religion étrangère et importée, en contradiction avec la « nature » des peuples européens, de même qu'il est associé à l'arriération, au passé, à la barbarie et à la pauvreté. Il est souvent décrit comme « fanatique ». Le christianisme de son côté est tout le contraire : véritable religion de l'Europe, il est aussi la religion des pays riches et les plus développés et, en tant que forme de culture, il est éloigné de tout fanatisme.

Les réactions albanaises au contact avec l'orthodoxie sont de deux types : conversion progressive ou rejet. La conversion progressive est autant une conversion au christianisme orthodoxe qu'une conversion à la société et au mode de vie grecs : les initiateurs en sont souvent les employeurs de l'immigré, qui le convainquent que sa réussite et la rupture avec son passé de pauvreté et l'image négative de l'Albanais passe par un abandon de l'islam ; la conversion est alors perçue par les Albanais comme une forme de promotion sociale, comme le signe que leurs employeurs sont prêts à les considérer autrement que comme des Albanais. C'est aussi un moyen de se distinguer des autres Albanais et d'afficher sa réussite : participer aux réjouissances de Pâques ou entrer sans crainte dans une église sont des actes valorisants, marqueurs d'une nouvelle existence plus proche de l'homme civilisé que de la bête sauvage. La conversion est progressive dans la mesure où le baptême, lorsqu'il intervient, n'est que l'aboutissement d'un processus qui peut prendre plusieurs années et qui consiste en une familiarisation avec le rituel et avec sa place dans la vie quotidienne.

Encore une fois, les enfants sont plus sensibles à la pression sociale exercée par leurs camarades de classe ou par le voisinage, et le baptême peut intervenir plus rapidement. La conversion est aussi, pour des parents en général non pratiquants et peu attachés à l'islam, un moyen de faciliter l'intégration et la réussite de leurs enfants sans avoir l'impression de « trahir » ou de se perdre. Elle constitue une sorte d'assurance que les enfants ne subiront pas de discrimination religieuse. Plus que les parents eux-mêmes, ce sont des voisins ou des employeurs grecs qui sont à l'origine de la conversion des enfants, mais cette démarche est facilitée par la conscience qu'ont les Albanais de l'importance de l'orthodoxie comme marqueur de l'hellénisme et, en même temps, par la certitude que l'appartenance religieuse n'est pas pertinente dans la définition de ce qui fait que l'on est Albanais, et que l'on peut donc en changer : du point de vue albanais, on peut parfaitement être à la fois Albanais et orthodoxe. De plus, le baptême est l'occasion de créer des liens particuliers avec une

¹⁰ Le même reproche est fait par les Albanais du Kosovo et de Macédoine envers les Serbes et les Macédoniens, dont le « projet national » serait corrompu par des considérations de suprématie religieuse.

famille grecque, ceux qui unissent le filleul à son parrain (*koumbaros*), qui, en même temps qu'un signe de réussite sociale, constituent une assurance de soutien et de solidarité en cas de difficultés rencontrées par la famille albanaise.

Enfin, la conversion est indépendante du changement de prénom : si le baptême exige effectivement que l'on prenne un prénom chrétien, celui-ci ne s'impose pas obligatoirement à l'usage, notamment s'il n'était pas déjà utilisé comme « prénom grec » avant la conversion. Le prénom orthodoxe est alors gardé comme un prénom privé et personnel, presque secret, tandis que le prénom albanaise continue à être utilisé par les parents et les amis.

Dans une population albanaise peu portée à la pratique religieuse et à l'extériorisation de la foi, le rejet de l'orthodoxie ne prend en général pas la forme d'une revendication d'appartenance à l'islam en tant que religion mise sur le même plan que le christianisme orthodoxe, voire en concurrence avec celui-ci. Au nom encore une fois de l'assimilation entre les catégories « grec » et « orthodoxe », le christianisme est au contraire perçu comme un obstacle à l'intégration des Albanais, comme un moyen de stigmatiser leur différence et de les maintenir dans la catégorie dévalorisée des « Albanais ». Il marque la frontière que les Grecs ne cessent de tracer entre eux et les Albanais. Le rejet de l'orthodoxie ne prend donc pas la forme d'une argumentation théologique sur la supériorité de l'islam, mais se présente comme une critique du rôle et de l'importance de la religion dans la société grecque. Le clergé est particulièrement visé, de même que le rituel, d'autant plus que les retransmissions télévisées de cérémonies religieuses ou de déclarations de dignitaires religieux sont inévitables lorsque la télévision, comme c'est le cas le plus fréquent, reste allumée la plus grande partie de la journée. Ces retransmissions sont ressenties comme une agression par les Albanais, qui n'y voient qu'un rappel que la Grèce est orthodoxe et qu'ils n'y ont pas leur place, à moins d'adhérer à l'orthodoxie.

En même temps, l'islam, même dans la version très fragmentaire qu'en connaissent la plupart des Albanais, apparaît comme une caractéristique albanaise, comme quelque chose qu'il faut garder et protéger pour rester Albanais. Il s'agit moins de pratiquer l'islam – d'autant moins qu'on ne le fait pas en Albanie – que de se déclarer comme musulman, c'est-à-dire, dans le contexte des relations entre Grecs et Albanais, comme Albanais. Contrairement au discours récurrent sur la non pertinence de la religion dans la définition de la nation albanaise, l'islam apparaît ici, dans le cadre de l'immigration en Grèce, comme un vecteur de l'identité albanaise. Cela n'empêche pas l'islam de rester, comme dans tous les Balkans, une religion problématique : c'est sans doute pour cela que l'attitude des Albanais s'apparente plus à de l'anticléricalisme qu'à de l'antichristianisme.

La nation

Les Albanais de Grèce vivent dans un État qui n'est pas le leur et qui, d'une manière générale, ne les reconnaît pas et ne veut pas d'eux, et dans une société qui accepte mal les différences qui pourraient remettre en question l'homogénéité ethnique de la nation et tend

ainsi vers l'assimilation de ce qui est différent, comme on vient de le voir dans le cas de la religion. Cette position inconfortable développe chez les Albanais un sentiment ambigu vis-à-vis de leur propre nation et de leur propre État. Il faut voir par ailleurs que le fait d'être Albanais repose généralement sur une conception essentialiste des groupements humains : quelle que soit l'importance que l'on accorde à l'éducation et à la culture, un groupe tel que la nation est d'abord défini par référence au sang et à la transmission, par le sang et de génération en génération, des caractéristiques nationales. La nation est clairement conçue comme une donnée immuable, ayant existé de tout temps et dont l'existence n'a pas à être justifiée.

Cette conception est en général latente dans le discours des Albanais recueilli en Albanie, dans un contexte où la définition et l'affirmation de l'albanité n'est pas une priorité, mais où l'appartenance à une communauté religieuse, à un groupe de parenté, à une région ou à une faction politique ont des implications plus quotidiennes et immédiates. Il en va autrement en Grèce ainsi que, dans une certaine mesure, dans les régions frontalières : le contact quotidien avec l'étranger, c'est-à-dire avec l'Autre national, accentue le sentiment d'appartenance à son propre pays et à sa propre société, obligeant ainsi à rendre plus explicite la définition de la nation. Il en résulte chez les Albanais une forme de repli sur soi qui s'exprime à la fois dans les discours sur ce que sont les Grecs et les Albanais et dans la façon dont les migrants envisagent leurs relations avec les deux États et les deux sociétés. L'enjeu est important dans la mesure où des accusations de racisme et de nationalisme sont portées par les uns contre les autres et où la question est sensible aux événements extérieurs, comme lors de la guerre du Kosovo de 1999. Les Albanais ont alors accusé les Grecs d'accorder leur soutien à la Serbie contre les Albanais du Kosovo tandis que les Grecs accusaient les Albanais de Grèce de soutenir ceux du Kosovo dans la perspective d'une « Grande Albanie » qui menacerait la Grèce.

Il faut distinguer ici deux types de comportements chez les Albanais, l'un relevant de l'ethnocentrisme, l'autre du nationalisme, la différence étant que le second possède une dimension politique que le premier n'a pas. J'entends par ethnocentrisme le fait d'affirmer la supériorité de son propre groupe, et par nationalisme le fait de chercher la reconnaissance politique, sinon de la supériorité, du moins de la particularité de son propre groupe. Comme s'il s'agissait de compenser la position d'infériorité sociale dans laquelle ils sont placés, les Albanais en Grèce sont toujours prêts à affirmer qu'ils sont sur de nombreux points supérieurs aux Grecs. Il en est ainsi pour le caractère moral attribué aux uns et aux autres. Le principal reproche fait aux Grecs tient à leur fourberie : les Grecs sont unanimement reconnus par les Albanais comme indignes de confiance (*i pabesë*), la fidélité à la parole donnée (*besë*) étant présentée au contraire comme la qualité la plus noble et la plus révélatrice du caractère albanais. On les accuse de mensonge, de calcul au détriment des Albanais, et d'inconstance : « Un jour, ils disent qu'ils sont tes amis, mais le lendemain, s'ils n'ont plus besoin de toi, ils ne te reconnaissent même pas ». La qualité revendiquée des rapports humains chez les Albanais apparaît également dans l'opposition entre les Grecs, que l'on dit froids et distants, et les Albanais, supposés être beaucoup plus proches les uns des autres. « Les Grecs n'ont pas d'amis ; les Grecs ne rient pas ; les Grecs laissent leurs vieux parents dans des asiles » sont des clichés souvent répétés. Les Albanais se présentent

au contraire comme de bons vivants, qui aiment la compagnie et qui n'abandonnent jamais un ami ou un parent dans le besoin. Dans un autre registre, ils insistent également sur le rôle positif et constructif joué par les Albanais (y compris les Arvanites) dans la révolution grecque et dans la libération de la Grèce et son instauration comme État moderne, se présentant parfois comme les véritables fondateurs de l'État grec. Le rôle des Grecs dans l'histoire albanaise est au contraire toujours dénoncé comme destructeur, dans la mesure où les Grecs n'auraient cessé de nier l'existence d'une nation albanaise et, par l'assimilation de tous les orthodoxes aux Grecs, menacent aujourd'hui encore l'intégrité de la nation. La propagande religieuse grecque serait également responsable de la conversion à la nation grecque de nombreux Albanais orthodoxes d'Albanie du sud, dans une politique visant à la disparition de la nation albanaise. Comme on l'a vu, le système éducatif albanaise est par ailleurs vanté pour sa haute qualité, alors que les Grecs sont décrits comme des gens sans éducation et sans diplômes, victimes de leur piètre système scolaire. Enfin, les Albanais répètent souvent que leur alphabet comporte trente-six lettres, alors que l'alphabet grec n'en possède que vingt-quatre : n'est-ce pas là un signe de la supériorité albanaise ?

Telles sont les principales formes de l'ethnocentrisme albanaise. Peut-on par ailleurs parler de nationalisme albanaise en Grèce, c'est-à-dire d'une vision politique de la place des Albanais en Grèce ? Dans les premières années de l'immigration, la plupart des Albanais ont été trop occupés par la question de survivre et de faire de l'argent et ne s'imaginaient pas autrement que comme travailleurs saisonniers : la Grèce n'était qu'un moyen de gagner de l'argent. Comme le dit un père de famille d'un village proche de la frontière, on y restait le temps « d'avoir les poches pleines », on y retournait quand on avait « tout dépensé ». La question de la régularisation n'était pas perçue tant comme la reconnaissance d'un statut par l'État grec, que comme un moyen d'avoir moins d'ennuis avec la police, donc de pouvoir travailler plus efficacement. L'émigration était un projet individuel, orienté vers l'amélioration des conditions de vie de la famille restée en Albanie, et la question de la condition collective des Albanais en Grèce ne se posait pas. Comme on l'a vu, les choses ont changé à partir du milieu des années 1990, et surtout depuis l'année 1997. De plus en plus, les Albanais ont conscience de ne pas être seulement de passage, mais de constituer un segment de la société grecque, et donc de pouvoir exiger une forme de reconnaissance en tant que tels.

A l'heure actuelle, l'activité politique ou « nationale » des Albanais se développe principalement dans le cadre d'associations de migrants. Elle est orientée à la fois contre le racisme dont les Albanais s'estiment être victimes, et plus encore contre l'assimilation qui fait craindre une « disparition » de la nation albanaise en Grèce. Elle se heurte par ailleurs à l'individualisme des migrants et à leur méfiance envers tout ce qui est collectif.

Une seule association albanaise, le Forum, est actuellement officiellement déclarée à Athènes, une autre, issue de l'association d'Athènes, fonctionne à Thessalonique. D'autres projets sont en phase de réalisation. En dehors de ces associations déclarées, il existe à Athènes une série d'associations de migrants créées depuis le milieu des années 1990. Leur existence est souvent de courte durée, leurs activités sont limitées, faute de moyens financiers et d'existence légale, et le nombre de personnes qu'elles rassemblent est difficile à

évaluer. Leur raison d'être varie : certaines ont une vocation régionale (Labëria, association des gens de Labëri ; Muzaku, association des gens de Berat), d'autres sont religieuses (Ligue des Albanais orthodoxes de Grèce, fondée en mars 2000), culturelles (Association des écrivains et intellectuels Albanais) ou de solidarité (Fraternité, Patrie). L'objectif ouvertement affiché de la plupart d'entre elles est de protéger la culture albanaise et de maintenir vivantes la langue et les traditions albanaises en Grèce : elles répondent aux préoccupations de leurs fondateurs face à l'intégration rapide des Albanais, qu'ils perçoivent comme une assimilation, donc comme une disparition. Le cas des Arvanites, descendants d'Albanais arrivés en Grèce aux XIV^e et XV^e siècles, est souvent évoqué comme ce qui attend les Albanais de Grèce aujourd'hui : beaucoup d'entre eux ne parlent pas albanais et tous se reconnaissent comme Grecs d'origine albanaise plutôt que comme Albanais de Grèce. En dehors du Forum, animé par une équipe jeune, les associations sont toutes initiées et présidées par des pères de familles plus ou moins proches de l'ancienne intelligentsia communiste albanaise. Comme on l'a vu, on peut considérer cette activité associative comme la réaction de cette génération face à une certaine marginalité, sociale et professionnelle. Rares sont les gens parfaitement intégrés et la plupart se plaignent qu'ils ne peuvent occuper en Grèce des emplois qui correspondent à leur statut d'intellectuels. L'activité associative, même réduite à l'organisation de réunions et à la réalisation de cartes d'adhérents, est une façon de se donner le sentiment de maîtriser la situation et de pouvoir agir sur elle. Il s'agit aussi d'une génération qui supporte mal de voir ses enfants en voie d'assimilation rapide. La fascination pour les titres, que l'on retrouve ailleurs dans les Balkans, est aussi un moteur de l'activité associative, de même qu'elle est responsable des scissions au sein des associations : il est socialement valorisant d'être président d'une association. On pense ici au mot de Fan Noli, homme politique albanais de l'entre-deux-guerres, qui regrettait que lorsque douze Albanais se réunissent pour organiser quelque chose, treize veulent être *kapedan*. Dans le même registre, un Albanais d'Athènes proche de ce milieu associatif explique que « très peu d'associations ont plus de cinq membres, et la plupart en ont deux et demi : un président qui compte pour un et demi à cause d'un ego très développé, et un vice-président ».

L'action et l'influence de ces associations sont limitées par plusieurs facteurs. En tant qu'associations de migrants, dont beaucoup ne sont pas régularisés, elles renoncent à faire les démarches nécessaires pour se faire déclarer et à avoir quoi que ce soit à faire avec l'État grec. Elles développent au contraire un discours de victimisation selon lequel les associations albanaises ne sont jamais régularisées car l'État grec y met trop d'obstacles. Elles attendent en revanche beaucoup de l'État albanais, qui est perçu comme devant soutenir le développement de l'activité associative albanaise dans les pays d'émigration. En conséquence, en dehors du Forum et des relations qu'il entretient avec des associations grecques de soutien aux étrangers, les associations albanaises ne cherchent aucunement à développer des liens avec le milieu associatif grec, s'étonnant même à la suggestion qu'une telle politique pourrait combattre plus efficacement le racisme et la rupture entre les migrants et la société grecque qui en est en partie responsable. Au lieu de cela, elles tendent à maintenir les Albanais dans une sorte de ghetto moral, sous la menace constante du racisme et de l'assimilation, tout en nourrissant une forme de ressentiment à l'égard de l'État albanais, qui ne ferait rien en faveur de ses ressortissants à l'étranger. Reflet du

malaise d'une certaine partie de la population immigrée, l'activité de ces associations non déclarées est incapable de réduire la fracture entre les migrants albanais et la société grecque sur laquelle se basent les sentiments racistes des uns et des autres. Elle ne parvient pas à établir des relais entre migrants et société grecque.

Un deuxième frein à l'activité associative est la peur de tout ce qui semble mettre en danger l'unité de la nation, à savoir les divisions religieuses, politiques et régionales. Depuis la chute du régime communiste en Albanie en effet, le retour de la religion et l'instauration du pluripartisme en politique ont fait apparaître des lignes de fracture maintenues cachées par la dictature : opposition entre musulmans et chrétiens, entre Nord et Sud, ou encore entre communistes et anticommunistes. Plus que comme l'expression de différences, normale dans une société pluraliste et démocratique, elles sont perçues comme une menace contre la nation. Toute définition des associations sur une base religieuse, politique ou régionale est perçue comme dangereuse et la plupart des associations développent au contraire un discours très général sur la nation et ses traditions, dans lequel peu de migrants se reconnaissent. En réalité l'immigration albanaise en Grèce ne forme pas non plus une communauté unie et solidaire prête à s'impliquer dans une activité associative fondée sur l'idée de la nation. Il faut compter ici avec à la fois l'obligation de travailler et de survivre, qui mobilise l'essentiel de l'énergie des migrants, et la méfiance envers tout ce qui est collectif et qui prétend organiser l'existence des individus. Le souvenir de l'expérience communiste et de sa « sur-collectivisation » fait souvent craindre une récupération politique, et il est révélateur que beaucoup de gens critiques envers les associations voient derrière celles-ci des manœuvres de communistes ou ex-communistes visant à contrôler les migrants. La même critique est parfois entendue envers les associations grecques de soutien aux migrants et réfugiés, que l'on accuse d'être « trop à gauche » et de placer le collectif avant l'individuel. Pour beaucoup de migrants, se rapprocher des associations et s'y impliquer signifie par ailleurs s'affirmer en tant qu'Albanais et donc renoncer à une certaine forme d'intégration : leur idéal est plutôt la réussite individuelle, qui passe par une intégration poussée à la société grecque, et la sauvegarde de la nation albanaise en Grèce est une préoccupation secondaire.

Sur le plan politique et national, l'immigration albanaise n'est donc pas uniforme. La vision que les Albanais ont de leur devenir en Grèce est ambiguë, et cette ambiguïté provient de la vision même qu'ils ont de la Grèce et de la société grecque : à la fois modèle à suivre et menace contre la réussite individuelle et les caractéristiques nationales. Les Albanais sont en conséquence incapables jusqu'à présent d'avoir une vision politique de leur présence en Grèce : le repli sur soi relève plus de l'ethnocentrisme, pouvant aller jusqu'au racisme, qu'au nationalisme.

La faiblesse politique des Albanais en Grèce est sans doute une conséquence de leur faiblesse économique, et l'apparition d'une nouvelle catégorie de migrants, caractérisée par une réussite économique obtenue dans le cadre de la société grecque et non dans les marges occupées par le travail clandestin, peut faire changer les choses. De tels cas sont encore trop rares pour avoir de l'influence, mais les Albanais de Grèce ont certainement

plus à espérer de ces modèles d'intégration réussie que du discours de victimisation et de repli sur soi véhiculé par la plupart de ceux qui prétendent représenter leurs intérêts.

Conclusion

L'immigration albanaise en Grèce constitue certainement un aspect de la « question albanaise », c'est-à-dire de la réorganisation politique et idéologique des différentes communautés albanaises des Balkans depuis le début des années 1990. Elle pose en effet la question des relations entre la Grèce et l'Albanie et de ce que signifie être Albanais en dehors d'Albanie. Elle est aussi plus que cela dans la mesure où elle est révélatrice des nouveaux problèmes posés à la Grèce depuis la fin des régimes communistes dans la région : première par son importance numérique, l'immigration albanaise ne constitue qu'un des flux migratoires en provenance de l'Europe de l'Est et de l'ancienne URSS vers la Grèce.

Être Albanais en Grèce ne constitue pas une seule et même chose pour tous les migrants : l'appartenance religieuse, le type d'immigration pratiquée ou l'origine régionale en Albanie déterminent le devenir des Albanais en Grèce. Plus encore, l'attitude des migrants envers la présence albanaise en Grèce semble osciller entre quatre grands pôles, définis par deux axes : le premier axe est celui de la reconnaissance et du maintien de l'identité albanaise ; le second celui de la disparition, volontaire ou forcée, de cette identité. Dans le premier cas, les Albanais tendent d'un côté vers un statut de minorité nationale en Grèce : leur présence y serait officiellement reconnue, ils ne s'exposeraient plus aux expulsions et pourraient conserver l'usage de leur langue et sauvegarder la « culture et les traditions nationales ». La même idée de pérennité de l'identité albanaise, lorsqu'elle est subie, est au fondement d'un autre sentiment, qui consiste à se présenter en victimes du racisme et de la discrimination mis en œuvre par la société et l'État grecs. Dans le second cas, les migrants tendent soit à accepter, volontairement, de se fondre dans la société grecque jusqu'à « devenir Grecs », soit à dénoncer l'assimilation forcée dont ils se sentent victimes. Les possibilités sont donc au nombre de quatre, comme dans le tableau suivant :

		Modalité :	
		Volontaire	Subi(e)
Identité albanaise :	Maintien	“ Minorité ”	“ Racisme ”
	Disparition	“ Intégration ”	“ Assimilation ”

L'ambiguïté de l'identité albanaise en Grèce tient au fait que ces quatre possibilités ne sont pas exclusives : la même personne peut simultanément interdire à ses enfants de parler albanais à la maison, pour faciliter leur intégration, et revendiquer la reconnaissance par les Grecs du caractère albanais de leur héros nationaux dans une stratégie « minoritaire ». On peut de la même manière dénoncer en même temps l'assimilation et le racisme dont les Albanais sont victimes. En d'autres termes, l'attitude que les Albanais adoptent pour penser leur présence en Grèce n'est pas univoque, et tout se passe comme si l'immigration révélait

chez les Albanais eux-mêmes des interrogations sur ce qui fait que l'on est Albanais : peut-on être Albanais en dehors de l'État national ? Peut-on être Albanais sans parler albanais ?